CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 13.851 du 8 juillet 2008
dans l'affaire X / e chambre

En cause : X
Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 15 novembre 2007 par Monsieur X qui déclare être de nationalité angolaise, contre la décision (X) du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 29 octobre 2007 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif ;

Vu la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 18 février 2008 convoquant les parties à l'audience du 13 mars 2008 ;

Entendu, en son rapport, , juge au contentieux des étrangers ;

Entendu, en observations, la partie requérante par M. T. LEONARD, agissant en qualité de tuteur, et par Me C. GHYMERS, , et M. C. ANTOINE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La décision attaquée

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes mineur d'âge, de nationalité angolaise, d'origine ethnique Kongo et de religion catholique.

Après la mort de votre mère, vous vivez avec votre tante maternelle tandis que votre petit frère reste avec votre père.

Depuis 2003, vous n'avez plus aucune nouvelle de votre père. Votre tante entretient une relation avec un cabindais, [R. D.], qui vient passer ses nuits de temps à autre au domicile de votre tante.

Les 13 août 2006, le 02 septembre 2006 et le 06 octobre 2006, [R.] vous demande de déposer des documents du FLEC-FAC à Palanka chez une camarade.

Lors de la visite du 06 octobre 2006, vous constatez que la dame n'est pas présente et vous êtes interpellé par deux hommes. Un des deux hommes vous arrache le sac, et vous dit que vous n'avez pas le droit de posséder ce genre de documents. Vous êtes frappé et embarqué dans leur camion jusqu'à la 7ème division. Après un interrogatoire, vous êtes emmené au domicile de votre tante. Cette dernière étant absente, les policiers frappent la domestique et fouillent toute la maison. Ensuite, vous êtes ramené au bureau du 7ème arrondissement. Le chef de la police vous dit alors que vous êtes l'ennemi du pays et que vous aidez les gens du FLEC-FAC pour détruire le pays. Vous êtes enfermé dans une cellule avec deux garçons et ce, durant trois jours.

Le 09 octobre 2006, vous vous évadez grâce à une amie de votre tante, Makaya. Du 09 octobre 2006 au 22 octobre 2006, vous logez chez cette dernière à Pétrengol.

Le 22 octobre 2006, vous quittez l'Angola à destination de la Belgique.

B. Motivation

Force est de constater que vous n'avez pas fourni d'indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux qui prouvent le risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

En effet, lors de l'examen comparé de vos récits successifs, il est à relever d'importantes contradictions.

Ainsi, au cours de votre audition au fond, vous soutenez que votre père est venu vous rendre visite pour la dernière fois chez votre tante en 2003 (audition CGRA, fond, p. 4). Or, lors de votre audition en recevabilité, vous déclarez dans un premier temps que c'était en 2003, puis vous prétendez que c'était en 2001 quand vous aviez 10 ans (R.U., p. 3). Lors de votre audition à l'Office des étrangers, vous dites ne plus avoir de nouvelles de votre père depuis 2000 (OE, p. 14).

De même, vous déclarez au cours de votre dernière audition que Makaya a donné 500 Kwenzas pour votre évasion (CGRA, p. 8). Or, au cours de votre audition en recours urgent, vous précisez que c'était 500 dollars (R.U., p. 4).

Par ailleurs, l'examen comparé des deux dessins représentant votre lieu de détention montre un manque de cohérence et de précision. Vos propos diffèrent quand au lieu où vous avez été interrogé et à la disposition des éléments comme les bureaux administratifs et le cachot (Cfr. R.U., annexe, p. 10 ter ; CGRA, annexe, p. 10 bis).

Pareilles divergences, parce qu'elles portent sur les éléments essentiels de votre récit, à savoir votre emprisonnement, votre libération, ne permettent pas d'accorder foi à vos déclarations.

En outre, des invraisemblances ont été relevées dans vos déclarations successives.

Ainsi, au cours de votre audition en recours urgent, vous expliquez que vous ne savez rien sur vos grands-parents maternels et sur votre père (R.U., p. 3). Il est invraisemblable que vous n'ayez pu obtenir aucune information alors que vous êtes en contact avec votre oncle maternel en Belgique et que ce dernier vous avait rendu visite en Angola en 2004, moment durant lequel il a pu dialoguer avec votre tante maternelle.

De plus, au cours de vos auditions successives, il est important de relever que vous ne connaissez que très peu de chose sur le compagnon de votre tante maternelle. Vous ne savez pas comment ils se sont connus, quelle est son activité dans le FLEC-FAC (R.U., p. 7), alors que vous avez expliqué qu'il venait dormir de temps en temps à la maison et qu'il vous a chargé à trois reprises de déposer des documents du FLEC-FAC chez Makaya (R.U., p. 7). Il est donc invraisemblable que vous ne puissiez pas fournir plus d'information.

Par ailleurs, vous expliquez au cours de votre audition au fond au Commissariat général, que votre tante maternelle est partie à Lobito et que vous n'avez pas essayé d'aller l'y rejoindre car vous risquiez de vous y faire arrêter (C.G.R.A., p. 6). Il est invraisemblable que vous n'ayez même pas tenté d'y trouver refuge alors que votre tante et son compagnon sont à la base de vos problèmes. Relevons que vous êtes incapable de localiser Lobito (R.U., p. 5), donc de savoir si c'est éloigné ou pas de Palanka, et si vous auriez pu rencontrer des problèmes à cet endroit.

Enfin, vous avez expliqué au cours de votre dernière audition que votre oncle a demandé à votre tante qu'elle vous envoie des documents d'identité depuis avril 2007 mais que vous n'avez rien reçu et que vous n'avez personnellement entrepris aucune autre démarche (CGRA, p. 3). Il est invraisemblable qu'aucune précision dans votre dossier n'est apportée par votre oncle alors que ce dernier a des contacts dans votre pays d'origine. Il est également surprenant que vous n'avez pas entrepris d'autres démarches pour fournir de plus amples informations quand à votre situation.

Enfin, relevons que les documents que vous versez à votre dossier, à savoir le témoignage oral de votre oncle qu'il n'a pas signé et qui a été retranscrit par le tuteur et une copie de la carte de séjour de votre oncle, ne permettent pas de rétablir la crédibilité de votre récit.

Dès lors, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Ministre de l'Intérieur sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique. »

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil du contentieux des étrangers, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. La requête introductive d'instance

3.1. Dans sa requête, la partie requérante invoque la violation de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifié par l'article 1^{er}, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommés « la Convention de Genève »), des articles 48/3, 48/4, 57/6, alinéa 2, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 ») et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Elle fait également valoir le « principe général du devoir de prudence et de bonne administration, ainsi que celui selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause ».

3.2. En conclusion, la partie requérante sollicite, à titre principal, la réformation de la décision attaquée, demandant au Conseil de reconnaître la qualité de réfugié au requérant ou de lui octroyer le statut de protection subsidiaire, et, à titre subsidiaire, l'annulation de la décision, demandant au Conseil de renvoyer l'affaire au Commissaire général.

4. L'examen du recours

4.1. La décision refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire en raison du manque de crédibilité de son récit. Elle relève à cet effet une série de contradictions et d'invéraisemblances dans ses déclarations successives.

2. Après avoir examiné les pièces de la procédure et du dossier administratif, le Conseil considère que, dans l'état actuel de l'instruction de l'affaire, les motifs de la décision sont insuffisants pour fonder une décision de refus de la qualité de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire.

Au vu des constatations qui précèdent, le Conseil estime qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires, qu'il n'a pas la compétence légale pour effectuer lui-même.

3. En outre, le Conseil constate que la note d'observation que la partie défenderesse a déposée au dossier de procédure ne rencontre pas les arguments avancés dans la requête.

4. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de la renvoyer au Commissaire général afin qu'il procède au réexamen de la demande d'asile de la partie requérante, ce qui implique au minimum une nouvelle audition complète du requérant, portant sur les différents aspects de sa demande d'asile, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre en œuvre tous les moyens utiles afin de contribuer à l'établissement des faits.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La décision (X) rendue le 29 octobre 2007 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le huit juillet deux mille huit par :

,

juge au contentieux des étrangers

Mme C. BEMELMANS,

Le Greffier,

Le Président,

C. BEMELMANS

M. WILMOTTE